

é à tout embrouiller

la lutte pour donner une réponse concrète aux grandes questions que les événements posent à la France. » (Thèse 30).

C'est pour l'essentiel les déclarations de Thorez au **Times** en 1946 que rappelle le projet. Ainsi il n'y aurait pas de **rupture de continuité entre la démocratie envisagée en soi, indépendamment des classes**, alors que là dans la thèse 27 se trouvent les mots suivants : « La déclaration commune des Partis communistes et ouvriers à l'occasion du 40^e anniversaire de la Révolution socialiste d'Octobre tirant les conclusions de l'expérience accumulée par tous les partis frères a rappelé ces lois communes à tous les pays :

La nécessité de la dictature du prolétariat... » (Thèse 27). Il y a contradiction entre la thèse 27 et la thèse 39. Que les thèses 28 et 29 essaient, mais en vain, de concilier.

D'un côté on passe sous silence, bien qu'employant les termes de dictature du prolétariat, la nécessité de briser l'appareil d'Etat bourgeois, et de l'autre on tâche de se délimiter des formules révisionnistes. L'éclectisme n'a jamais fait bon ménage avec les exigences de l'action. Une telle confusion ne peut que désarmer l'avant-garde.

Le pacifisme et le parlementarisme qui y est sous-jacent entretiennent l'idée qu'il serait possible de venir à bout de l'actuel gouvernement bonapartiste en respectant la légalité démocratique (bourgeoise), comme si on pouvait renverser De Gaulle comme M. Queuille. « Le Parti Communiste Français lutte pour l'élection, à l'aide d'un scrutin reflétant vraiment l'opinion du pays, d'une Assemblée Constituante, chargée en premier lieu d'établir une Constitution démocratique qui devrait reposer sur les principes suivants : ... l'armée de métier est abolie..., la police épurée et démocratisée. » (Thèse 27).

Mais quel gouvernement va préparer cette Constituante qui abolira l'armée de métier? Pourrait-ce être de Gaulle, un leader de l'U.N.R., un indépendant, un radical, Guy Mollet? Le Gouvernement qui prendrait une telle décision peut-il « légalement » venir au pouvoir?...

LES RAISONS D'UN CHANGEMENT

Vous ne voyez, pourrait-on nous demander, par conséquent, rien de changé dans la politique du P.C.F.? En réalité le projet de thèses apporte des éléments nouveaux. La politique du P.C.F. n'est plus exactement celle définie par le programme immédiat de salut du pays adopté au 14^e Congrès. « Le Parti Communiste Française propose la nationalisation des monopoles de fait, c'est-à-dire des ressources et du traitement de l'énergie atomique, de l'extraction et de l'industrie du pétrole, des grandes entreprises sidérurgiques et chimiques, ainsi que des banques d'affaires. » (Thèse 29).

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour remarquer que ce changement était contenu en germe dans la déclaration franco-italienne de décembre 1958 que nous avons commentée dans les colonnes de ce journal. Les Italiens dominèrent sans doute la politique du P.C.F. La formulation nationale avait pratiquement disparu dans le communiqué de Rome. Ce n'est pas le cas pour le projet de thèses. Ce qui veut dire que la direction du P.C.F. a accepté certaines suggestions mais qu'elle ne le fait qu'avec les plus vives réticences.

Certainement, Thorez a dû être également passablement inquiet par l'indifférence dans laquelle les travailleurs laissent le programme de salut national, tant il est vrai que pour que la classe ouvrière et ses alliés entrent en lutte pour les plus immédiates et modestes revendications, il faut donner des perspectives qui intègrent les luttes partielles dans un ensemble.

Le changement n'est pas fondamental, puisque le programme élaboré n'est pas un programme transitoire mettant clairement en avant la question du gouvernement de transition, question qui est escamotée de la première à la dernière thèse. Il ne s'agit que d'une modification, d'une adaptation de la politique de la recherche d'alliance du P.C.F. avec des fractions de la bourgeoisie qui varient au gré des circonstances.

LES RAPPORTS AVEC LES MASSES

La politique des trotskystes s'inspirant des principes du léninisme est celle du programme de transition. Elle s'est constituée à la fois contre les ultra-gauches qui n'admettaient qu'un programme maximum et les réformistes, stalinien et autres groupes qui ne proposent aux masses qu'un programme minimum de revendications immédiates. Le programme de transition doit comporter les revendications les plus modestes, augmentation de salaires, amélioration des conditions de travail, mais aussi le mot d'ordre de gouvernement de transition qui ne peut être que celui de gouvernement de Front Unique des organisations ouvrières. Le programme de transition établit ainsi une liaison entre les préoccupations quotidiennes des travailleurs et les perspectives socialistes à l'encontre des conceptions ultra-gauches, stalinien et réformistes. C'est en s'inspirant de ces principes que pourrait voir le jour un programme concret de transition qui constituerait un facteur décisif pour le redémarrage du mouvement ouvrier.

Mais il faudrait, pour qu'une telle politique ait un retentissement dans les masses, que les travailleurs aient pleinement confiance dans le P.C.F. et sa direction.

Cette confiance n'existe pas. Thorez et Duclos veulent dorer la pilule aux militants lorsqu'ils claironnent que les élections municipales sont un témoignage d'approbation envers toutes les décisions et toutes les méthodes du P.C.F. La résolution du Comité Central qui eut à examiner les résultats parle même de grande victoire. Le P.C.F. en novembre dernier avait perdu 1.600.000 voix; il en a retrouvé environ 1.000.000. Où est la grande victoire? Tout ce que l'on peut dire, c'est que les électeurs ont beaucoup plus manifesté leur hostilité au gouvernement que leur confiance dans la politique du P.C.F. Quoiqu'il en soit, l'influence électorale ne requiert pas un haut degré de confiance, mais la mobilisation des travailleurs suppose au contraire que la direction du P.C.F. dissipe toute la méfiance dont elle est l'objet.

Au lieu de multiplier les garanties envers la bourgeoisie, en lui rappelant comme le fait le projet de thèses, sa modération en 1936, et à la Libération, c'est plutôt les travailleurs qu'il faudrait rassurer. Comment?

D'abord en cessant d'entériner toutes les décisions des Partis Communistes, des Démocraties populaires et de l'U.R.S.S. Cette pratique suiviste indispose justement les travailleurs qui ne veulent pas de « socialisme à la hongroise ». Ensuite, dans le même ordre d'idée, en n'escamotant pas les grandes questions posées par la déstalinisation : aux alentours du 14^e Congrès, on avait fermement discuté de la place et du rôle du P.C. de l'U.R.S.S. dans l'ensemble du mouvement communiste. L'U.R.S.S. était considéré comme un « centre » par le P.C.F., alors que Togliatti se référait à une conception polycentriste. Nulle trace de ces questions ne figure plus dans le projet de thèses que, sans doute, la direction trouvent trop embarrassantes, mais qui sont d'une importance idéologique considérable car elles ne concernent pas moins que le problème de l'Internationale et de la coordination de la lutte des prolétaires de tous les pays.

Une des craintes justifiées, non pas des petits bourgeois, mais des ouvriers, est la peur du régime du Parti unique. Les dirigeants post-staliniens répondent en citant l'exemple des démocraties populaires dans lesquelles peuvent exister légalement plusieurs partis. Nous ne nous arrêterons pas sur l'objection qu'en fait il s'agit dans ces cas de partis satellites, parce que ce n'est pas, quant à nous, le côté le plus intéressant de la question. Ces Partis ne sont pas des Partis ouvriers.

Le véritable problème est celui de la multiplicité des Partis